



À propos de l'ouvrage de Benjamin Lemoine L'Ordre de la dette. Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché

Andy Smith

► To cite this version:

Andy Smith. À propos de l'ouvrage de Benjamin Lemoine L'Ordre de la dette. Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché. *Revue de la régulation. Capitalisme, institutions, pouvoirs*, 2016, 20, pp.[en ligne]. 10.4000/regulation.11962 . halshs-01521438

HAL Id: halshs-01521438

<https://shs.hal.science/halshs-01521438>

Submitted on 11 May 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.



Distributed under a Creative Commons Attribution - NonCommercial - NoDerivatives 4.0 International License

À propos de l'ouvrage de Benjamin Lemoine
*L'Ordre de la dette. Enquête sur les infortunes de l'État
et la prospérité du marché*

Andy Smith



Electronic version

URL: <http://regulation.revues.org/11962>
ISSN: 1957-7796

Publisher

Association Recherche & Régulation

Brought to you by Centre national de la
recherche scientifique (CNRS)



Electronic reference

Andy Smith, « À propos de l'ouvrage de Benjamin Lemoine *L'Ordre de la dette. Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché* », *Revue de la régulation* [Online], 20 | 2e semestre/ Autumn 2016, Online since 25 January 2017, connection on 11 May 2017. URL : <http://regulation.revues.org/11962>

This text was automatically generated on 11 May 2017.

© Tous droits réservés

À propos de l'ouvrage de Benjamin Lemoine *L'Ordre de la dette. Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché*

Andy Smith

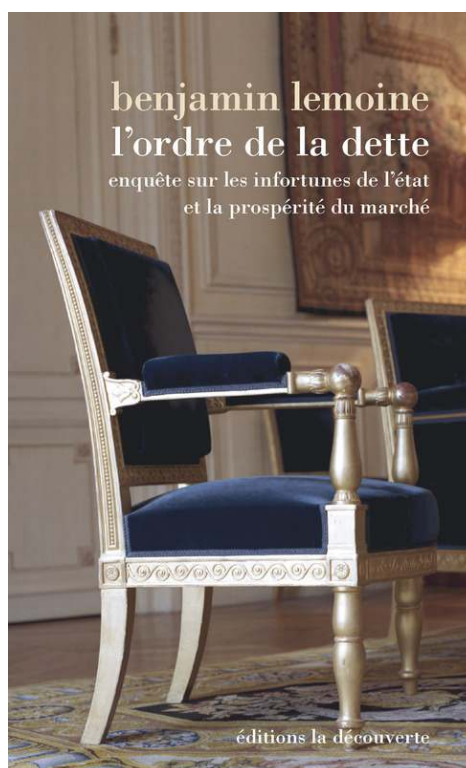
REFERENCES

L'Ordre de la dette. Enquête sur les infortunes de l'État et la prospérité du marché
Paris, La Découverte, 2016

- 1 Comment expliquer la montée en puissance d'un registre de légitimation et de politiques publiques calquées sur la notion de « dette », au point de dominer la politique économique française depuis les années 1980 ? Dans ce livre, tiré de sa thèse et d'une enquête qui l'a mise à jour, Benjamin Lemoine apporte une réponse originale et convaincante à cette question cruciale. En s'appuyant sur un important travail d'archives (notamment celles du ministère de l'Économie et des Finances ou des établissements de formation des élites tels que l'Institut d'études politiques de Paris), ainsi que sur des entretiens menés au sein d'une vaste population d'acteurs entre 2006 et 2012, le sociologue retrace la genèse et l'institutionnalisation de ce paradigme gouvernemental pour « percer les boîtes noires de la dette » (p. 291). Au cœur de ce travail de grande envergure se trouve la thèse selon laquelle :

[...] à une problématisation financière et monétaire – où l'emprunt d'État est pensé et défendu comme un procédé contribuant, par les dispositifs de marché, à la reconquête d'une monnaie forte et d'un régime non-inflationniste – a succédé une problématisation budgétaire, où le recours au crédit par l'État des marchés de capitaux devient la raison au nom de laquelle les politiques publiques et les budgets sont gouvernés. Cette fois c'est l'État qui est encastré dans les marchés financiers (p. 23).

- 2 Autrement dit, l'ouvrage cherche à expliquer la « mise en marché de la dette » à travers la manière par laquelle des acteurs publics et privés ont, depuis les années 1950, construit « une nécessité incontestée, celle pour l'État de vivre par son crédit sur les marchés financiers » (p. 22), tout en occultant le débat public et la possibilité d'une délibération transparente. En effet, le propos général de Lemoine est complété par l'hypothèse selon laquelle « la dette de marché construit son ordre politique et social en même temps que son omnipotence » (p. 24). Pour autant (et contrairement à bien d'autres commentateurs), l'auteur affirme qu'aucun complot des élites ou projet cohérent ne se trouve à la racine de ce changement. L'histoire qu'il raconte ici avec précision est plutôt faite de sédimentations progressives, de modifications incrémentales et de débordements des initiatives initiales.
- 3 Dans un récit écrit de façon claire et, du moins pour le non-spécialiste de la finance que je suis, fort pédagogique, cette thèse est étayée tout au long de l'ouvrage à travers la reconstitution de la coévolution de l'État et des banques, et plus généralement, du secteur de la finance. Au cours de sept chapitres divisés en deux parties (trois sont consacrés aux années 1950-1980, quatre aux années 1990 jusqu'à nos jours) la démonstration empirique valide très largement le point de vue défendu. Parmi les multiples enseignements qui peuvent être tirés de la lecture de ces pages, on trouve au moins trois séries de résultats de portée plus générale pour la recherche sur l'économie.



- 4 Tout d'abord, Lemoine montre de manière convaincante de quelle manière les fondements du nouvel ordre de la dette ont été mis en place bien avant le revirement de politique économique généralement attribué au gouvernement de Laurent Fabius en 1983. En réalité, ces bases ont été construites à partir des années 1950 et au cours de la délégitimation des trois piliers du paradigme précédent, fondé sur « le circuit du Trésor » : des banques nationalisées ; une haute fonction publique engagée « à gauche » (ou au moins Keynésienne) ; et une critique de l'économie d'équilibre si chère aux tenants de l'école néoclassique, souvent localisés au sein des banques privées. En effet, au terme des années 1960, ce long travail de critique, voire de dénigrement, avait déjà produit ses effets en termes de ré-instrumentalisation du ministère de l'Économie et des Finances et de réhabilitation politique des financiers privés. Ainsi ont été créées les conditions nécessaires, quoique non suffisantes, au « tournant » de 1983. En fournissant une reproblématisation de l'économie française et de nouveaux outils pour la politique économique globale de son gouvernement, ce processus a offert une porte de sortie à L. Fabius et à son ministre de l'Économie, Jacques Delors – porte qui était en quelque sorte « déjà là ». Pour autant, Lemoine insiste sur le fait que la victoire de ces deux acteurs au sein du Parti socialiste a été grandement facilitée par le sous-équipement de leurs opposants en matière de récits explicatifs et de propositions d'instruments alternatifs. Face à leur incapacité à contre-attaquer à armes égales, le « recours aux marchés ne se présente plus sous la forme d'un projet ou d'une préférence mais comme une nécessité technique » (p. 106). En effet, c'est à ce moment-là que le travail acharné des partisans d'un nouvel ordre de la dette a fini par payer :

Loin d'une forme de revirement pragmatique des socialistes face à une réalité 'donnée', la présentation technique de l'hypothèse de marché pour la dette ne s'est réalisée qu'au terme des batailles aboutissant au démantèlement de l'arrangement monétaire et administré et au nettoyage du paysage des causalités (p. 117).

- 5 Partant de là, la deuxième série de résultats de portée générale du livre concerne le rôle joué par l'intégration européenne dans le changement de politique économique de la France. Tout au long de l'ouvrage, Lemoine montre l'importance des échanges et des liens tissés entre les acteurs publics et privés localisés à Paris avec leurs homologues situés à Bruxelles. Spécifiquement, la nouvelle approche de la dette s'est construite en partie à travers la convergence des vues entre les fonctionnaires de Bercy et ceux de la DG II (devenu plus tard la DG ECFIN). Ce rapprochement a notamment eu lieu autour du renouvellement des catégories et des appareils statistiques à l'échelle de la France et de l'UE tout entière. Tout en portant sur « la France dans l'Europe », ce livre propose ainsi une manière stimulante d'étudier l'action publique contemporaine sans tomber dans le piège formaliste de la notion de « gouvernance multi-niveaux ». La portée de la conception alternative sur l'encastrement des deux échelles de régulation développée dans l'ouvrage devient particulièrement explicite dans la deuxième partie, lorsqu'il s'agit d'expliquer d'abord l'impact de la préparation de « l'Union monétaire » sur la politique économique de la France puis, une quinzaine d'années plus tard, la gestion des retombées de la crise financière de 2008 et les politiques d'austérité budgétaire qui en ont découlé. Plus généralement, Lemoine montre comment la monnaie unique a eu « pour effet de déporter la compétition entre États : des taux de change entre monnaies, vers la valeur des titres de dette des gouvernements. Aujourd'hui, les mesures de la dette et des déficits servent de justification aux divergences dans les écarts de taux consentis par les créanciers privés » (p. 158).

- 6 Enfin, le troisième enseignement principal qui peut être tiré de la lecture de l'ouvrage concerne le positionnement par rapport au monde de l'action tenu par l'auteur pendant l'ensemble de l'exercice. Tout en respectant la neutralité axiologique, Lemoine ne rechigne pas à détailler les ingrédients nécessaires à un « agir politique » qui, en refusant résolument tout fatalisme, se situerait :

[...] en amont des combats pour faire admettre l'illégitimité de la dette. Maîtriser les techniques de financement de l'État et ouvrir une discussion sur les appareils qui le mesurent constituent d'autres prises politiques au débat sur la dette, sans condamner *a priori* toute forme de financement par l'emprunt. Car il est des dispositifs, comme ceux explorés dans ce livre, qui ont la capacité de faire advenir des réalités nouvelles. Changer l'infrastructure du Trésor, y compris à l'échelle européenne, réhabiliter une pluralité technique et modifier l'agencement du débat peuvent permettre de réinvestir le rôle de l'État et éviter les situations d'impasse souveraine (p. 295).

- 7 Autrement dit, parce que l'épistémologie qui est la sienne laisse toujours une place à la contingence (et ceci tant sur le plan économique que politique), Lemoine estime à raison qu'expliquer sociologiquement les conflits qui ont produit l'ordre de la dette actuel « permet de révéler la nature de l'État qui a pris forme ainsi que les publics que celui-ci sert, de quelle façon et avec quelles ambiguïtés et donc avec quelles chances de retournement » (p. 296).
- 8 On l'aura compris : j'ai été très largement convaincu et séduit par le présent ouvrage, ainsi que par le projet scientifique plus global auquel il se rattache. Suite à cet aveu, il peut paraître quelque peu déplacé d'adresser au livre des critiques sur certains manques que l'on peut néanmoins y trouver. Tenons-nous en donc à trois, sous la forme d'invitations faites à l'auteur à prolonger le travail accompli et, ce faisant, de mieux le valoriser devant un public plus large que les seuls « convaincus » de la sociologie politique française.
- 9 Tout d'abord, on aurait aimé en savoir davantage sur les problématisations et les instrumentations alternatives qui ont dû être proposées à différents moments clé de l'institutionnalisation du nouvel ordre de la dette. L'ouvrage est très complet sur l'analyse des forces de la nouvelle coalition dominante, mais il s'intéresse moins aux projets différents des acteurs dominés. Par exemple, on n'y retrouve pas une analyse détaillée de la débâcle des partisans du circuit du trésor dans les années 1950 et 1960, ni de ceux qui s'opposaient à Fabius et Delors en 1983. Cette critique n'invalidé nullement l'histoire des vainqueurs qui fait la force de l'ouvrage, mais elle ouvre la voie à des analyses complémentaires de l'étouffement des voix dissidentes et/ou de leur incapacité à identifier et à saisir les occasions où le cours de l'histoire apparaît particulièrement contingent.
- 10 Ensuite, on aurait aimé trouver dans l'ouvrage un peu plus de mise en perspective internationale. Bien entendu, dans ce cadre-ci, une véritable comparaison de l'institutionnalisation de l'ordre de la dette en France avec des évolutions dans les pays comme l'Allemagne, l'Italie ou le Royaume Uni aurait été totalement impossible. Mais en profitant des travaux déjà effectués par d'autres (quand bien même leurs constats auraient été insatisfaisants), l'auteur aurait pu à la fois affiner davantage son analyse empirique du cas français et s'engager avec plus de vigueur dans les débats qui irriguent l'économie politique à l'échelle internationale. D'ailleurs, en procédant ainsi, le cadre conceptuel de l'enquête aurait pu être rendu plus apparent. Plus particulièrement, et au vu de leur importance au sein de la sociologie économique (ex. Fligstein, François) et de

l'économie politique (ex. Hall, Thelen, Boyer), l'usage des concepts d'institution et d'institutionnalisation aurait gagné à être précisé et inscrit dans le débat scientifique animé qu'ils continuent à générer.

- 11 Enfin, et si comme cela a été souligné plus haut, l'ouvrage intègre bien l'Union européenne dans l'analyse de l'évolution de la politique économique française, un approfondissement d'autres phénomènes liés à la transnationalisation économique et politique aurait sans doute été salutaire. Quelle place devrait-on accorder, par exemple, aux évolutions parallèles qui ont eu lieu au sein du FMI ou de l'OCDE ? Et *quid* de l'impact du G20 ou même des « sommets » de Davos ?
 - 12 Plutôt que d'étendre cette liste de questions, terminons surtout en saluant, une fois de plus, ce livre comme un tour de force analytique permettant de poser un type d'interrogation du monde politico-économique de manière plus sociologique, et donc plus précise, qu'auparavant. Désormais, le défi pour Benjamin Lemoine, tout comme pour bien d'autres sociologues et politistes en France qui s'intéressent à l'économie, me semble être de passer d'une sociologie politique de l'économie à une économie politique résolument sociologique, qui se positionnerait avec confiance dans les débats nationaux et internationaux. Prendre appui sur *L'Ordre de la dette*, tout en cherchant à dépasser ses quelques limites, constituerait sans doute une stratégie pertinente pour réaliser cette ambition.
-

AUTHORS

ANDY SMITH

Directeur de recherche FNRS, Université de Bordeaux, Centre Émile Durkheim,
a.smith@sciencespobordeaux.fr